



D'un continent à l'autre, la jeunesse en révolte montre la voie !

Après Barnier et Bayrou, Lecornu vient d'établir un record qui sera difficile à battre : son gouvernement démissionne avant même d'être installé ! Et 48 heures plus tard, Lecornu est renommé Premier ministre... Pendant ce temps-là, la vraie vie continue. La situation des Palestiniens est dramatique malgré le plan dit "de paix" pour Gaza négocié sous l'égide de Trump. Qu'en sera-t-il après les échanges d'otages, Israël ayant déjà rompu plusieurs trêves au cours des deux dernières années ?

Le génocide à Gaza soulève l'indignation. L'arraisonnement par la marine israélienne de la flottille humanitaire pour Gaza et le génocide en cours ont jeté dans la rue, vendredi 3 octobre, plus d'un million de manifestants en Italie, à Rome, à Milan, à Gênes et le pays a été paralysé par la grève générale. Le 27 septembre, ils étaient 120 000 à manifester à Berlin pour soutenir les Gazaouis. Des manifestations massives avaient déjà eu lieu en Australie, en Grande-Bretagne...

La loi du plus fort ? Mais qui sont les plus forts ?

Au-delà du gouvernement Netanyahu, c'est partout que de grands capitalistes appuient de plus en plus ouvertement des gouvernements d'extrême droite, ou des partis d'extrême droite comme le font ici un Bolloré ou un Stérin : ils comptent ainsi sur la force pour continuer à exploiter les travailleurs, à piller l'argent public, à démanteler les services de santé, de transport, à creuser toujours plus les inégalités et les injustices. Les États intensifient la répression en espérant faire taire la contestation et imposer "la loi du plus fort".

Mais le vent est peut-être en train de tourner

Mi-septembre, au Népal, des milliers de jeunes protestant contre la corruption ont pris d'assaut le palais présidentiel et, malgré la répression sanglante, ont mis en fuite le gouvernement. En Équateur, c'est le prix du pétrole qui a mis le feu aux poudres fin septembre. Depuis une semaine, c'est à Madagascar, où les trois quarts de la population vivent avec moins de 77 centimes par jour, que les jeunes ont pris la rue, balayé le gouvernement, menaçant désormais le président Rajoelina. Là aussi, la répression sanglante n'a rien empêché. Misère, corruption, absence de liberté : c'est désormais tout le système qui est visé par les manifestants.

GenZ, génération révolution ?

Et maintenant, c'est au tour du Maroc. Cette même génération se soulève par dizaines de milliers, à l'appel du collectif GenZ 212, dans toutes les grandes villes du pays. Les manifestants réclament une réforme du système éducatif et des services de santé. Ils protestent contre la corruption et les dépenses somptuaires engagées dans des chantiers comme des stades de football pour la Coupe du monde, alors que l'argent manque pour les écoles et les hôpitaux. Les manifestants réclament désormais le départ du gouvernement et tiennent bon malgré déjà trois morts, les arrestations et la brutalité policière coutumière de la monarchie marocaine.

Et ici ?

Ici, est-ce que nous n'avons d'autre alternative que de payer une dette qui n'a servi qu'à enrichir les riches, est-ce que nous devrions subir les économies sur nos salaires, sur les retraites, sur la santé, sur l'école ? Alors que nous étions nombreux en grève et dans la rue lors des journées d'action, alors que la révolte soulève la jeunesse à nos portes, les directions syndicales contribuent à semer le désenchantement en repoussant la riposte de semaine en semaine, avec des journées saute-mouton qui ont fait la preuve de leur inefficacité. Mais la colère est bien là et il va falloir qu'elle explose, dans les rues et par les grèves.

Quel que soit le gouvernement qui finira par être nommé, élections ou pas, rappelons nous que ce sont les travailleurs qui font tourner toute la société. Nous sommes forts, il est temps que nous en prenions conscience et utilisions cette force pour imposer nos solutions, et que ce monde cesse d'être une vallée de larmes pour le plus grand nombre.

Woippy : des éducateurs municipaux au service du contrôle social ?

Depuis quelques jours, la ville de Woippy a publié trois offres d'emplois "d'éducateurs de quartier", alors même qu'une équipe de prévention spécialisée du CMSEA est déjà présente sur le territoire et intervient sur les trois quartiers prioritaires de la ville. Dans l'annonce, la ville précise que le poste sera assimilé à celui d'un médiateur, avec pour mission par exemple d'expliquer "les règles de citoyenneté" aux jeunes concernés et à leur famille. La création de cette équipe municipale pose donc la question suivante : s'agit-il d'une équipe de prévention spécialisée ou de police de proximité ?

Difficulté manifeste de recrutement

À peine le temps de scander "Lecornu, dégage !", et celui-ci avait déjà plié boutique, emportant avec lui son gouvernement éclair de ministres recyclés. Pas grave, quelques jours plus tard le voilà renommé par Macron. C'est le président du Conseil Départemental, Patrick Weiten, qui doit être ravi... Selon *Le Républicain Lorrain*, il "en pince" pour le Premier ministre. Weiten "croit" en Lecornu... mais il est bien le seul ! Manifestement, il n'y a pas que dans les services du Département qu'on peine à recruter. Mais sans agents, les services ne tournent pas ; alors que sans gouvernement, on ne voit pas la différence...

Aussi ridicule que scandaleux

Fabien est éducateur à la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) à Nancy. La direction de la PJJ Grand Est a convoqué ce représentant syndical à un entretien ce lundi car elle lui reproche un "comportement inapproprié". Fabien a-t-il commis une quelconque faute professionnelle ? Non, on lui reproche d'avoir porté un keffieh et un porte-clé tricoté main de 8 cm sur 5 en forme de drapeau palestinien... Manifestement pour la PJJ le problème ce n'est pas le génocide à Gaza, c'est un porte-clé.

Menaces sur la prime Ségur

La rumeur court que la prime Ségur pourrait être supprimée. Les menaces à peine voilées se sont multipliées ces dernières semaines : d'abord Agnès Buzyn, l'ancienne ministre de la Santé, qui a affirmé que c'était la faute du Ségur si l'État était endetté, puis Lecornu lui-même. Déjà, dans le médico-social, il était plus facile d'obtenir un rendez-vous avec le Père Noël que de toucher la prime, au vu du nombre de restrictions. Parmi nous, nombreux sont les collègues qui ne la percevaient pas. Apparemment par souci d'économie, le gouvernement voudrait la supprimer pour tout le monde !

Un toit, un droit !

Les problèmes liés aux logements sont au cœur de notre pratique professionnelle. Retrouvez le dossier à ce sujet paru dans notre journal *Révolutionnaires*

Aider les aidants

Beaucoup d'initiatives sont organisées à l'occasion de la "journée nationale des aidants". Cette journée vise à valoriser celles et ceux sur qui repose notre système sanitaire et social, en l'absence d'un recrutement massif de soignants ou de travailleurs sociaux. On compte autour de 11 millions d'aidants – ou plutôt d'aidantes, car les femmes sont l'immense majorité de ces personnes –, qui accompagnent au quotidien des proches en perte d'autonomie, malades ou en situation de handicap. Certains proposent de faire du soutien à ces aidantes et aidants une "grande cause nationale". Mais sous Macron, on a droit pratiquement une "grande cause nationale" chaque année, ce qui n'a jamais le moindre effet.

Nos vies valent plus que leurs profits

Fin septembre, les salariés de l'EHPAD de La Varenne, situé près de Dieppe étaient en grève. Ils dénonçaient des conditions de travail inacceptables, entraînant des risques pour leur propre santé et celle des 83 résidents, avec un manque de moyens et un personnel en sous-effectif constant. Le prix de l'hébergement est pourtant de 3000 à 4000 euros par mois par résident ! D'autres EHPAD du groupe Colisée se sont mis en grève pour les mêmes raisons. Et le journal *l'Humanité* a révélé que le groupe est accusé de maltraitances par des familles et des employés. Il n'y a rien à attendre du patronat et de ses actionnaires voraces de dividendes. L'argent pour les salaires et les conditions d'accueil, les travailleurs sauront où les trouver !

AVEC coule, l'AMAPA flotte (pour l'instant)

Fin du suspense ! Liquidation judiciaire pour le groupe AVEC, l'empire médico-social fondé par Bernard Bensaïd, mis en examen pour détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêt. Le groupe endetté employait 10 000 salariés, dont 1 700 en Moselle via sa filiale AMAPA. Si en Moselle le tribunal administratif a décidé de "sauver la filiale" en la plaçant sous administrateur judiciaire. Deux repreneurs se seraient fait connaître dont le groupe Batigère. Ailleurs, ce sont bien des milliers de travailleurs qui risquent, encore une fois, d'être les victimes d'un patron voyou.

**Ce bulletin est le tien,
n'hésite pas
à le faire circuler !**

Pour nous contacter :
npa.revolutionnaires@protonmail.com
lorraine@gmail.com

